LE TRAVAIL MÈNE AU TRAVAILLEUR, L’EMPLOI À L’EMPLOYEUR

**par Bernard Vasseur, Philosophe, directeur de la Maison Elsa Triolet - Aragon.**

Je veux d’abord remercier la fondation Gabriel Péri, son directeur Michel Maso, et Jean-Claude Mairal pour leur invitation à parler de mon livre ***La démocratie anesthésiée*** au cours de ce séminaire, au côté de Pierre Zarka que je revois ici avec plaisir. Bien sûr, j’ai lu son livre *Oser la vraie rupture, la gauche année zéro*, avec lequel je partage bien des analyses. Nous pourrons je l’espère y revenir tout à l’heure.

Tu m’as proposé, mon cher Jean-Claude, de parler du travail, c’est-à-dire pour ce qui me concerne de revenir sur quelques analyses du chapitre 1 de mon bouquin, précisément intitulé *le travail refoulé sous l’emploi.*J’y développe des idées qui partent d’un constat que chacun peut faire : le mot travail a disparu du débat politique, et il est partout remplacé par celui d’emploi. Un consensus troublant, en effet, et partout répété, établit que « l’emploi est la préoccupation n°1 des français » et qu’entre gauche et droite, si l’on veut aller au pouvoir ou y revenir, il faut ferrailler ferme sur l’emploi. Je rappelle qu’à l’inverse, Sarkozy a pu gagner des voix chez les ouvriers et dans les milieux populaires en 2007 parce que – sous l’impulsion de communicants avisés – il a su parler du travail, de la « France qui vit durement, qui se lève tôt, et dont on ne parle jamais », de la fierté du travail bien fait, du « travailler plus pour gagner plus », etc. Il a parlé du travail, tout en ferraillant par ailleurs avec la gauche sur l’emploi. Preuve que les deux mots ne reviennent pas au même et que les angoisses populaires les plus profondes portent sur le travail et non sur l’emploi, en dépit du tapage médiatique incessant qui prétend le contraire.

Depuis la parution du livre, j’ai constaté avec plaisir que la question du travail était reparue, ici ou là, dans les préoccupations. Un séminaire d’Espaces Marx s’est tenu il y a peu sur la question. Une journée d’étude a été organisée au Sénat par Jack Ralite et Yves Clot sur le même thème. De même, j’ai lu avec intérêt l’article récent paru dans *l’Humanité*du 5 janvier 2012 de Jean-Claude Mairal intitulé *la place de l’humain dans le travail*, et dans lequel il est dit notamment –je cite- : *« Car le travail, ce n’est pas seulement avoir un emploi, c’est se sentir utile, c’est être membre d’un collectif et de la société, c’est tout simplement vivre dans la dignité et plus dans l’assistanat.* »

Tout cela pourrait donc passer pour un rééquilibrage du discours, un recentrement du propos et de l’attention, comme si l’on pouvait se dire : on ne parle « plus seulement » de l’emploi, on va jusqu’à la question plus riche et plus complexe du travail humain et de sa place dans une société comme la nôtre. Bref, on enrichit, on complète l’analyse de l’emploi par celle du travail. Or, à mes yeux – et c’est ce que je voudrais souligner ici aujourd’hui – si l’on s’en tient à cela, on ne fait que la moitié du chemin. Car le problème n’est pas seulement que l’analyse en termes de travail est plus riche que celle d’emploi. C’est que le discours et la logique portée par le mot « emploi » sont là pour refouler le discours et la logique portée par le mot « travail ». C’est que le discours en termes d’emploi est là pour inverser le discours sur le travail et ce qu’il rend pensable.

Pour le faire comprendre, je vais vous citer un court extrait d’une pièce de théâtre écrite par Serge Valetti et intitulée *Sale août.*Peu importe ici le sujet de la pièce. Voici le court extrait en question. Un premier personnage, appelé Léon, parlant d’une grande entreprise, déclare : « Savez-vous combien la Compagnie gagne chaque année sur le dos de ses ouvriers ? ». A quoi un second personnage répond : « C’est la meilleure ! Léon, enfin Léon ! Sais-tu plutôt combien les ouvriers gagnent sur le dos de la Compagnie ? N’inverse pas tout ! C’est la Compagnie qui fait vivre toute la ville […] Qu’elle disparaisse demain et la région tombe en ruine illico presto ! »

Je dirai que le premier personnage parle de travail, tandis que le second personnage parle d’emploi. Entre les deux, le monde à l’endroit et le monde à l’envers. Entre les deux une inversion ! Et on en voit les conséquences : si l’on tient le fil, la logique du travail et de son rôle dans la vie des humains, alors on se dirige vers l’idée que c’est le travail –et donc les travailleurs – qui créent les richesses de l’entreprise et de la société. Tandis que si l’on suit le fil, la logique de l’emploi, alors on arrive à la conclusion que c’est l’entreprise qui donne « ses » emplois à la ville, à la région, aux humains, et que c’est donc « l’employeur » qui est le maître du jeu ! Autrement dit, tout se met à l’envers dans le théâtre d’ombres porté par l’emploi. Il ne s’agit donc pas seulement d’une affaire de grammaire ou de vocabulaire, ni d’une question de dosage entre un plus et un moins. Accepter le mot emploi et les pensées dont il est porteur, c’est se situer pieds et poings liés sur le terrain de l’adversaire. Voilà donc l’idée que je mets en avant. Vous me direz si elle est juste. Je la résume d’un mot qui m’a été d’ailleurs soufflé au cours d’un débat sur le livre : « le travail mène au travailleur, l’emploi mène à l’employeur ».

Alors vous comprenez pourquoi le mot travail est politiquement « clivant » et pourquoi un discours sur le travail – un discours, seulement un discours, rien que des mots, bien entendu – comme celui de Sarkozy en 2007 peut être entendu et remarqué par les ouvriers et les milieux populaires. Il parle d’eux en valorisant leur puissance et leur rôle. Ce que ne fait évidemment pas un discours sur l’emploi qui les méprise d’emblée en les considérant comme des assistés à qui l’on va « donner » un emploi s’ils se tiennent tranquilles et si un employeur le décide souverainement « selon son bon plaisir ». Et la question du travail est d’autant plus audible et discriminante que l’on est à l’heure où ce qui est valorisé, c’est la finance et les agences de notation, c’est-à-dire une manière de faire de la richesse sans passer par le travail humain, une manière de faire de la richesse qui nie le travail humain dans sa substance même et qui ne vise à rien d’autre qu’à le réduire.

Alors je continue à tirer le fil du travail pour montrer combien la question est décisive, et non seulement pour saisir ce qui se passe dans l’entreprise (dans les lieux de travail), mais surtout pour ce qui en découle dans l’ensemble de la société. Je cite dans mon livre une formule de Marc Sangnier, l’animateur du *Sillon* au XIXe siècle, que l’on range habituellement sous la rubrique du Christianisme social. Cette formule, c’est : « On ne peut avoir la République dans la société, tant qu’on a la monarchie dans l’entreprise ». Une belle formule que l’on peut facilement comprendre comme voulant dire : pas de démocratie possible tant que dure « l’esclavage » salarié. Elle nous plonge au cœur d’une analyse du travail et de sa forme sociale « moderne » : le salariat, qu’elle perçoit comme une forme de sujétion à un monarque. Autrement dit, nous sommes bien dans une analyse politique du travail : le salariat, c’est une manière de soumettre le peuple en le tenant dans son corps. Nous sommes là dans un paysage de pensée familier à Marx, qui montre dans *Le Capital* que le salariat, ce n’est pas seulement une manière économique de permettre l’extorsion de plus-value (de survaleur ou de profit), mais une manière politique de soumettre le peuple des ouvriers, au moment où l’on va se réclamer de la « souveraineté du peuple » dans la société pour abattre la monarchie de droit divin et le pouvoir absolu des rois. Je pense là à toute son analyse de la « révolution industrielle » dans le livre 1 du Capital. Une analyse qui – je le répète – n’est pas seulement « économique » comme on le dit souvent (en rappelant que le salaire va avec la plus-value qu’il produit). Mais une analyse qui est politique, en ce qu’elle conçoit le salariat comme une manière de soumettre le peuple des ouvriers en le « tenant » au corps dans le travail lui-même, et précisément dans sa nouvelle organisation « industrielle », dans la discipline imposée aux corps par les machines et les automatismes, dans la sujétion du « capital vivant » au « capital mort ». Et cela au moment même où l’on se réclame du « peuple » (en général) et où l’on proclame « la souveraineté du peuple » dans la société (pensez au moment que représente la fin du XVIIIe siècle et la Révolution française, si vous voulez). En somme, on s’en réclame *ici* (dans le droit, dans les discours et au fronton des édifices), mais après l’avoir asservi *là* dans son corps au travail. Et c’est cette analyse qui conduira Marx à dire aux ouvriers de l’Association générale des travailleurs en 1865 : « Au lieu du mot d’ordre *conservateur* “un salaire équitable pour une journée de travail équitable”, les ouvriers doivent inscrire sur leur drapeau le mot d’ordre *révolutionnaire* : “abolition du salariat” ».

J’ajoute que l’on voit d’ailleurs bien là comment s’enclenchent les deux logiques dont j’ai parlé et l’inversion qui les opposent. Car l’employeur dira : mon entreprise « est » ma propriété privée, l’Etat ni les partis politiques ne peuvent donc y pénétrer, sous peine d’usurpation. Mon entreprise est hors de l’espace public et donc hors du champ de la politique. Mais les syndicats et les organisations révolutionnaires diront à l’inverse : l’entreprise n’est pas un lieu en marge de la société, un lieu séparé et à part, et l’on y fait bien de la politique même si c’est d’une autre manière que dans le reste de la vie sociale et l’espace public, précisément en y faisant vivre la forme de soumission des hommes au travail qu’est le salariat. Et l’on ne voit pas pourquoi on accepterait *ici* le pouvoir absolu d’un maître, alors que l’on refuse *là* le pouvoir absolu des rois au nom de la souveraineté du peuple !

Avec ces rappels historiques, nous avons l’air d’être très loin de mon propos initial sur le travail et l’emploi. Et pourtant nous y sommes en plein ! Si vous parlez du travail, alors vous pouvez poser cette question iconoclaste : qu’est-ce qu’être salarié ? Est-il « naturel » et « évident » - est-ce que cela va de soi ?- de naître salarié et de le rester toute sa vie ? Est-ce qu’il peut y avoir un post-salariat comme il y a eu dans l’histoire des formes pré-salariales (l’esclavage, le servage, etc.) ? Si à l’inverse, vous avez enfourché la logique de l’emploi, alors l’emploi et le salaire qui va avec constituent des données permanentes, indépassables, et la seule question qu’il est légitime de poser dans cette grille de lecture là, c’est : est-ce que mon salaire est juste ou pas, suffisant ou pas ? Est-ce qu’il correspond à mon emploi ? La question « révolutionnaire » comme dit Marx de la nature du salariat (et de son dépassement historique) est informulable, inaudible dans le discours de l’emploi, qui la replie prudemment sur la seule question du niveau de « mon » salaire. J’insiste sur le côté individuel de la revendication et je vais y revenir dans un instant.

Alors bien entendu, ce que je formule là ne veut pas dire que la question du niveau du salaire n’a ni importance ni intérêt. Je ne suis ni aveugle ni fou ! Mais cela veut dire que la question du niveau de salaire épuise celle de l’emploi, qu’elle en fait le tour. Qu’est-ce qu’un bon emploi ? C’est un emploi bien payé, point final ! Alors que la question de la rétribution du travail n’est qu’un aspect de celle du travail qui en comprend bien d’autres. Un bon travail, c’est un métier concret, un savoir-faire, des gestes précis, une équipe de travail, une activité intéressante, épanouissante, utile socialement, qui aboutit à ceci ou cela, etc. Et c’est aussi, bien entendu, un travail bien payé.

La formule de Marc Sangnier et son interrogation sur « la monarchie dans l’entreprise » est donc bien centrale dans une analyse en termes de travail. Elle disparaît dans une analyse en termes d’emploi. Elle relie la question des rapports des hommes au travail et celle des rapports des hommes dans la société, en affirmant : pas de démocratie dans la société tant qu’on a la monarchie à l’entreprise, dans le travail. Mais ce lien est rompu dans une analyse en termes d’emploi, et l’on peut alors réduire la question de la démocratie à celle de l’organisation de consultations électorales dans la société, tandis que dans l’entreprise, il n’en est évidemment pas question : « propriété privée : défense d’entrer » !

Alors, je reviens à mon incidente sur le côté individuel de la logique portée par l’emploi. Et je veux parler là de la logique du marché qui est consubstantielle à celle de l’emploi.

Comment apparaît l’emploi, en effet ? Comme une marchandise qui se vend et s’achète sur le marché. Quand je vais à Pôle emploi, je cherche une marchandise que je n’ai pas et dont j’ai besoin : un emploi. Le marché de l’emploi vient ainsi s’adjoindre au marché des marchandises : c’est un lieu où de l’emploi est à vendre et à acheter, comme n’importe quelle marchandise. Le futur employé s’y trouve en concurrence avec d’autres demandeurs de la même marchandise que lui, et il est entendu que celui qui fera la meilleure offre sera pris et tant pis pour les autres. Sur un marché, il n’y a que des individus et leurs besoins propres. C’est la « loi » de l’offre et de la demande qui y règne, et l’on est dans le cadre d’un échange entre individus acheteurs et vendeurs où c’est « chacun pour soi ». Tout s’y déroule comme chez le marchand : je cherche telle marchandise, je la trouve ou non, je la prends ou non. Tout s’y noue entre personnes libres de vendre et d’acheter ou non. Tout s’y déroule à égalité : l’employeur a l’emploi et l’argent, le candidat à l’emploi choisit sa marchandise ou non, il décide d’être employé ou non, la transaction se fait ou ne se fait pas, le contrat d’embauche se signe ou pas. Remarquons-le : dans tout cela, le travail n’apparaît à aucun moment. Il n’interviendra qu’ensuite, quand on aura quitté le marché, quand on sera entré dans l’entreprise qui, elle, n’est pas un marché.

On le voit, marché, marchandise, concurrence, offre et demande, prix : nous sommes bien dans le registre de la consommation, et le consommateur regarde le monde à la lumière des ses besoins à lui et de personne d’autre. Or, précisément, n’est-ce pas cette logique de la consommation qui recouvre toute la vie sociale aujourd’hui, et qui nous paraît si « naturelle » et si habituelle, que nous l’appliquons à tout.

Nous l’appliquons au temps de notre vie passé au travail : on vient de le voir, l’emploi est une marchandise qui se vend et s’achète, l’employeur « offre » ses emplois à l’employé qui les « demande » comme une marchandise dont il a besoin. Pourquoi faire ? Pour avoir un salaire et pouvoir le dépenser en consommant. Avec le salaire, nous pénétrons alors dans la sphère du temps passé hors travail. Et « hors travail » que trouve-ton ? Le marché des marchandises, des services, des loisirs. Un marché sur lequel on trouve tout puisque tout est susceptible de devenir marchandise, y compris la conscience des individus, puisque les chaînes de télévision peuvent la « capturer », la fidéliser pour ensuite pouvoir la vendre comme « audience » à des annonceurs publicitaires. Bref, et je vous renvoie au livre pour une analyse plus fouillée, tout est « marchandisable » et tout est fait pour canaliser mon désir en le focalisant sur ce qui est achetable, sur le marché. C’est en ce sens que j’écris dans mon bouquin « le capitalisme ne produit pas que des marchandises, il produit aussi des consommateurs », c’est-à-dire de la fringale consumériste sans cesse entretenue, fixée sur les marques qu’il faut avoir pour être de son temps et sans cesse renouvelée selon les goûts du jour. Et donc pour tout ce temps passé hors travail, on est donc là encore pris dans les filets du marché et de la consommation.

Et l’on peut aller toujours plus loin. Car n’est-ce pas à travers cette logique de la consommation et du marché que l’on s’acharne à ce que nous considérions la citoyenneté et la démocratie ? Car si l’on interroge autour de nous, n’est-ce pas en quelque sorte « naturellement » que l’on considère la démocratie comme s’il s’agissait de la même chose que de la concurrence propre au marché ?

Au fond, « quand est-on sûr d’être en présence de démocratie ? », nous répète-t-on tous les jours. Quand la politique et la question du pouvoir se ramène à « une concurrence libre et non faussée ». Et en effet, nous assène-t-on doctement, quand il n’y a pas concurrence sur le marché politique (s’il y a par exemple « parti unique »), c’est la dictature. Si la concurrence est truquée (si l’on fait voter les morts) ou si elle n’est pas libre (s’il n’y a pas pluralité des compétiteurs et organisation honnête du pluralisme), alors c’est aussi la dictature. Et l’on peut continuer : la démocratie, c’est un marché électoral, c’est un marché où le choix s’appelle consultation électorale, et c’est un choix de consommateurs. Les électeurs sont les consommateurs : ils choisissent la marchandise dont ils ont besoin. Sur le marché, il y a des marques différentes qui sont proposées. « L’offre » politique est en tout point comparable à une offre commerciale, avec ce qu’il y faut de marketing et de publicité, ce que l’on appelle alors dans ce cas-là « la communication ». Qui met ces « produits » en vente sur le marché ? Des entrepreneurs spécialisés (autrement dit, des professionnels de la vie politique, des partis). Et c’est l’Etat (avec ses institutions) qui organise et garantit le marché et sa concurrence. Tout cela a bien l’air de coller : on passe facilement d’un registre à l’autre, du marché à la démocratie. Avec cette conséquence capitale, qu’il faut bien noter, que quand le marché est fini, que les marchandises sont choisies et que les jeux sont faits, les consommateurs n’ont plus leur mot à dire, ce n’est plus à eux de jouer, mais aux professionnels de la politique et de l’Etat.

Alors, vous voyez, tout à l’air libre, non faussé, tout à l’air de se jouer à égalité entre personnes libres, comme dans le vocabulaire de l’emploi par rapport à celui du travail. Mais en réalité ce qui s’organise là, à travers les mots familiers de la consommation et du marché, c’est la dépossession du citoyen de sa propre puissance, puisqu’il n’est décideur que de son chef, de son gouvernant qu’un jour tous les 5 ou 6 ans, et qu’ensuite, tous les jours qui passent, la vie politique se déroule sans lui.

Alors si je reprends la fameuse formule du Président américain Lincoln prononcée à Gettysburg en 1863, « la démocratie, c’est le gouvernement du peuple, par le peuple, pour le peuple », on voit comment elle se transforme, mine de rien, sans en avoir l’air, en cette autre formule : « la démocratie, c’est le gouvernement au nom du peuple, mais par d’autres que lui (c’est-à-dire sans lui), et le plus souvent contre lui ». Evidemment, cette seconde formule vide la première de tout son sens et de toute sa dimension, mais c’est pourtant la conception la plus courante de la démocratie aujourd’hui : celle qui réduit la citoyenneté à la consommation et les citoyens à des consommateurs sur un marché, avec concurrence libre et non faussée. Autrement dit, les élections, les débats, les sondages, la liberté d’expression, le pluralisme, le battage médiatique, la communication et les « coups » médiatiques, tout cela contribue à établir aujourd’hui l’idée que la parole est libre et que les citoyens ne se privent pas de la prendre, en un mot, que nous sommes donc bien en démocratie aujourd’hui en France, quand la démocratie y est vidée des exigences essentielles contenues dans son concept, autrement dit « anesthésiée ». Car nous en sommes toujours aujourd’hui à ce que Joseph Schumpeter écrivait en 1942 dans son fameux ouvrage à succès intitulé *Capitalisme, socialisme et démocratie* : « Les électeurs situés en dehors du parlement doivent respecter la division du travail entre eux-mêmes et les politiciens qu’ils élisent […] ils doivent comprendre qu’une fois qu’ils ont élu un individu, l’action politique devient son affaire et non la leur ». Et vous avez noté l’argument avancé : la division du travail – autrement dit encore l’analyse du travail (et pas seulement de l’emploi) – la division du travail qui inscrit dans la nature des choses la séparation des gouvernants et du peuple, la scission de la « société civile » et de l’Etat, la professionnalisation des tâches politiques et le fait qu’elles soient confiées à des exécutants dont c’est la mission exclusive et la carrière.

Autrement dit, de même que l’emploi est une vitrine alléchante (avec la mise en scène de ses rapports entre personnes libres et égales) chargée de laisser dans l’ombre, de dissimuler et de faire accepter la réalité des rapports des hommes dans le travail ( la question de la soumission au cœur du salariat) ; de même, la conception courante et consommatrice de la démocratie la réduit comme peau de chagrin : tout s’y déroule dans la fête d’une compétition libre et non faussée, étant entendu qu’ensuite la fête est finie, et que ceux dont c’est la nature d’être gouvernants gouvernent et gouvernent seuls, comme ils l’entendent. Exit le pouvoir du peuple par le peuple et pour le peuple, mais, selon la doxa régnante, tout le monde est content et s’en satisfait : « nous sommes bien en démocratie puisque l’on a choisi de manière libre, égalitaire (1 personne = 1 voix) et non faussée » !

Je dis « tout le monde est content », justement non ! Car voici des printemps des peuples et des « indignés » qui se lèvent en disant que ce petit jeu ne prend plus ! Et voilà, dans un pays comme la France, tous les symptômes d’un système politique bloqué. Je me contente de noter quelques uns des traits les plus marquants de ce « blocage » : abstention, non inscription sur les listes électorales, méfiance envers la classe politique, autrement dit les politiciens professionnels, caractère insupportable de la corruption, du « carriérisme », du cumul des mandats et des indemnités, dérives oligarchiques de plus en plus nettes et fréquentes, etc. Et l’on comprend pourquoi ! Ce petit jeu a l’air de vous sacrer « souverain », roi de la fête démocratique, pour mieux vous déposséder. Ce petit jeu veut vous faire « courir vers votre servitude en vous la faisant aimer comme s’il s’agissait de votre salut », pour paraphraser une formule de Spinoza. C’est-à-dire ce que j’appelle dans le livre, en reprenant le concept à Tocqueville « un despotisme démocratique ».

Il est temps pour moi de conclure pour ne pas dépasser l’horaire qui m’a été imparti.

**1/**Je crois avoir montré que si l’on tient le fil du travail, alors on ouvre le regard (et la conscience) sur toute une série de questions essentielles pour qui veut changer l’ordre existant ; des questions que le discours omniprésent sur l’emploi vise à effacer, à laisser dans l’ombre, à refouler au sens freudien du terme, à rendre inaudible.

**2/** Rester pris dans les filets de la logique portée par le mot emploi, c’est non seulement laisser dans l’ombre des questions cruciales, mais c’est se placer sur le terrain de l’employeur, ce qui lui donne le beau rôle, celui de « créateur » de cette marchandise magique, l’emploi. Tandis qu’elle inscrit le peuple dans le simple rôle du « demandeur » d’emploi, dans le rôle de celui à qui l’on donne, ce qui revient à l’inscrire dans la faiblesse, l’insignifiance, la passivité.

**3/** Tenir le fil du travail, c’est s’interroger sur son rôle dans la vie sociale et faire d’emblée des travailleurs les acteurs de son développement. Ce qui veut dire bien sûr qu’ils sont des acteurs dans l’entreprise, là où s’accomplit le travail. Mais ce qui va aussi bien au-delà. Car le travail ouvre à toute la vie sociale, comme on l’a vu, avec cette réflexion sur la division sociale du travail qui est essentielle pour situer le rôle des gouvernants, et donc pour critiquer la conception du pouvoir comme domaine réservé, afin de donner libre cours à une pensée neuve des exigences inscrites dans le concept de démocratie.

**4/** Nous sommes à l’heure de la révolte, de l’indignation, de la résistance, du « réveil de l’histoire » (si l’on en croit Alain Badiou). Alors qu’on me permette de citer une formule d’Albert Camus prélevée précisément dans son livre *L’Homme révolté* : « La logique du révolté est de s’efforcer au langage clair pour ne pas épaissir le mensonge universel ». Le même Camus dit encore ailleurs : « Mal nommer un objet, c’est ajouter au malheur du monde » (*Sur une philosophie de l’expression.*1944. La Pléiade 1 page 908). Et de fait, on voit combien les pensées (ce que j’ai appelé les « logiques » de l’emploi et du travail) se glissent et passent silencieusement dans les mots et sans qu’on s’en rende compte consciemment. On comprend du coup combien il peut être contre-productif de lutter avec des mots qui portent les pensées de vos adversaires, des mots qui jouent contre vous.

Et puisque je parle des mots, j’espère que vous voudrez bien me donner acte que, ce soir, je n’ai pas retenu votre attention inutilement en pinaillant sur les mots avec stérilité. Je dis cela parce que c’est une conception courante dans la tradition communiste, qui est la mienne, que d’affirmer que « le parti n’est pas un club de discussion ». Je sais que plus généralement la même idée traîne volontiers dans le mouvement progressiste : les mots, les phrases n’y ont pas bonne presse, ce qui compte c’est l’action ! Eh bien, ici au moins, puisque nous sommes dans un séminaire de recherche, je pense qu’il sera admis que nous discutions des mots, dès lors qu’il ne s’agit pas de les couper en quatre comme les cheveux, mais de comprendre, comme dit l’autre, comment les idées portées par les mots deviennent des forces matérielles.